

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Objet : Règlement temporaire de circulation – Restriction de chaussée – Totalité de la commune

Le Maire de la commune de Marin ;

VU le Code le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles concernant les pouvoirs du Maire en matière de police L2213-2, L2213-3, L2213-4 ;

VU le Code de la Route ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière, modifié et complété.

VU la demande présentée le 29 juin 2022 par l'Entreprise CIRCET représentée par Mr BELASKRI Khalid – 5, rue André Gide – 74000 ANNECY, pour des travaux de dépolement de câble de fibre optique sur l'ensemble de la commune ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de prendre des mesures pour assurer la sécurité publique et reglementer la circulation pendant les durée des travaux;

### ARRETE :

**Article 1** – Pour les travaux décrits ci-dessus, des restrictions partielles et temporaires de chaussée seront autorisés sur diverses voies communes et départementales en prolongation de l'arrêté communal n°2022-62 du lundi 04 juillet au vendredi 02 septembre inclus.

Lorsque nécessaire un alternat manuel ou par feux tricolore sera mise en place et entretenu par le prestataire CIRCET ou son sous-traitant MRTCOM. La commune se réserve le droit d'exiger, sans délai, tout type d'alternat en fonction des conditions de chaque site.

La vitesse sera limitée à 30 km/h au droit du chantier.

Le dépassement et le stationnement seront interdits sur l'emprise du chantier.

L'accès aux propriétés des riverains sera maintenu en permanence et en toute sécurité.

**Article 2** – L'entreprise MRTCOM sera chargée de la présignalisation et de la signalisation réglementaires de son chantier de jour et de nuit et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de celles-ci.

**Article 3** – En cas de non-respect de l'article 2 et plus généralement de manquements à la sureté et à la sécurité publique, la commune de Marin se réserve le droit de révoquer le présent arrêté, de prendre les mesures supplémentaires pour remédier aux désordres occasionnés et de poursuivre le permissionnaire pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées. Les frais en découlant seront à la charge du permissionnaire.

**Article 4** - Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever sans délai la signalisation, nettoyer et remettre en état, à ses frais, les dommages résultant de son intervention

**Article 5** - Monsieur le Commandant de la Gendarmerie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marin, le 5 juillet 2022

Le Maire,  
Pascal CHESSEL



« Le présent arrêté peut faire l'objet

- D'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication
- Ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans le même délai ».